

Une facture salée pour les autoroutes en PPP: jusqu'à 9,8 milliards de dollars

Michel Hébert -Journal de Montréal

Les travaux prévus sur les principales routes du Québec en mode de partenariat public/privé coûteront jusqu'à 9,8 milliards, prévoit le ministère des Transports.

Le parachèvement des autoroutes 25, 30 et 35 de la région de Montréal est estimé à 5,8 milliards, soit des dépenses annuelles de 170 millions en vertu d'un PPP de 34 ans, précise un document confidentiel du ministère.

Ce document date de mai 2004 et fait suite aux directives du Conseil du trésor d'envisager tous les grands projets d'infrastructures en mode PPP. Il a été déposé en commission parlementaire, hier, par le Syndicat de la fonction publique, soucieux de démontrer que le gouvernement Charest est déjà engagé sur la voie des PPP même si le débat sur le sujet ne fait que commencer.

La 175 et la 185 aussi

On y apprend notamment que si le ministère ajoutait à la liste de ses projets les travaux touchant les autoroutes 175 et 185, au nord de Québec et dans le Bas-Saint-Laurent, la facture annuelle passe de 170 à 290 millions par année. Financés sur 34 ans, les cinq projets prévus coûteront 9,8 milliards, ont évalué les experts des Transports.

«Sur la base d'un horizon de réalisation de ces projets entre 2006 et 2010, le calendrier des débours pour ces projets imposerait des contraintes importantes sur les ressources financières du gouvernement. Par hypothèse, les débours débiteront à la signature des contrats en 2006», prévient le ministère.

Pour le parachèvement de la 30 entre Candiac et Vaudreuil, un projet d'un milliard, les appels d'offres seront lancés l'automne 2005 et le contrat de PPP signé à l'automne 2006. Le décret gouvernemental pour le parachèvement de la 25 entre Montréal et Laval, un projet de 325 millions, est prévu à l'hiver 2005 et le contrat de PPP devrait être signé en 2006. Des scénarios similaires sont prévus pour la 175 et la 185 tandis que le calendrier des travaux prévus sur la 35 n'est pas arrêté.

Les débours de 170 à 290 millions envisagés par les Transports ne représentent que la portion québécoise de la facture. Ils excluent l'éventuelle participation fédérale, et les revenus de péage éventuellement imposés aux usagers. Le président du SFPQ, Michel Sawyer, soutient que les PPP ne procureront aucune économie au gouvernement puisque les coûts d'emprunt sont plus élevés pour le privé.